

Sujet : [INTERNET] Dossier EXETER à LEERS (59)

De : christophe bouzin <chbouzin@gmail.com>

Date : 17/02/2022 14:31

Pour : pref-dcpi-enquete-publique@nord.gouv.fr

Madame, Monsieur,

En tant que résident de Toufflers, ville de rayon, je suis concerné par le projet d'implantation d'un bâtiment de stockage de matières combustibles prévu par la société Exeter à Leers. A la lecture des informations contenues dans le dossier de consultation, des décisions semblent avoir été prises sur la base de fausses informations:

1/ NON, les habitations ne sont pas situées à 200 mètres comme en a pourtant été informé M le Préfet, mais au contraire à seulement quelques dizaines de mètres! Et dans un rayon de 100 mètres, nous retrouvons même une cinquantaine d'habitations. Avec une telle proximité, une étude d'impact ne peut pas ne pas être soumise. Nous parlons bien d'un dépôt de matières combustibles presque aux fenêtres des habitants!

2/ Le dossier indique le passage de 80 poids-lourds chaque jour et autant de véhicules légers pour les salariés. Quels seront les impacts sur le bruit, les vibrations, les émissions de gaz d'échappement? La rue Picavet est très étroite ne permettant même pas le croisement de poids-lourds avec des voitures légères... et donc encore moins avec des camions de pompier, ce qui pose des problèmes flagrants de sécurité.

3/ Sur le projet actuel, les 24 quais de chargement/déchargement sont orientés vers les habitations, plutôt que vers les bâtiments industriels voisins. Nous nous interrogeons sur ce choix qui ne tient pas compte des particularités du site et des impacts additionnels sur le bruit associé, et des "bips" de marche-arrière des Poids-lourds, les vibrations et la pollution lumineuse sur les habitations. Encore une fois, une étude d'impact est indispensable.

4/ Il est question de stockage de matières combustibles classifié dans les rubriques 1510, 1530, 1532, 2662, 2663. Si des palettes et du carton peuvent donc effectivement entrer dans ces catégories, le dossier fait référence à des catégories de produits potentiellement bien plus dangereux, comme les polymères (matières plastiques, caoutchoucs, élastomères, résines et adhésifs synthétiques) ce qui signifie qu'au cours de la vie de ce bâtiment (à vocation de location), leur stockage est tout à fait envisagé.

5/ D'un point de vue environnemental, et en accord avec les orientations générales de la MEL, il paraît plus judicieux d'adapter des bâtiments existants, qui ne sont plus en activité dans la zone industriel du Versant-Nord, et plus éloignés des habitations plutôt que d'industrialiser une parcelle agricole quand bien même elle était destinée à cela à l'origine (années 70).

Pour toutes les raisons invoquées plus haut, nous demandons une revue ou mieux l'abandon de ce projet de taille et de contours non adaptés à la localisation actuelle et au minimum une étude d'impact complète, incluant la faisabilité d'accès des véhicules de secours en cas d'incendie.

Vous remerciant pour votre attention,

Bien à vous,

Christophe Bouzin

[06 17 15 89 56](tel:0617158956)